



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

COM : Wallis et Futuna

Question au Gouvernement n° 1070

Texte de la question

SITUATION DE L'HÔPITAL À WALLIS-ET-FUTUNA

M. le président. La parole est à M. Albert Likuvalu, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Albert Likuvalu. Sous couvert d'une meilleure organisation par la régionalisation, la réforme de l'hôpital actuellement en discussion annonce, en réalité, une marchandisation de la santé et de l'hôpital public. Nos hôpitaux publics manquent cruellement de moyens et de personnels soignants, particulièrement d'infirmières. Cette situation est encore plus grave à Wallis-et-Futuna. La grève de l'agence de santé locale qui, bien qu'oubliée par les médias, a paralysé la santé dans l'archipel pendant trois semaines, a montré que nous souffrons non seulement du même manque de moyens que les hôpitaux de métropole, mais que, de surcroît, nous devons supporter le mépris des responsables mandatés par Paris et l'ignorance de nos difficultés en matière de pouvoir d'achat.

Le sentiment que m'inspire cette réforme, madame la ministre, c'est que vous avez reculé devant les supposées inquiétudes des professions médicales, et que ce texte pose des problèmes sans en résoudre aucun !

Dès lors, ma question est la suivante : ne craignez-vous pas de mettre en péril le service public de la santé, y compris à Wallis-et-Futuna, où tant de difficultés s'accumulent déjà ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. le président. La parole est à Mme Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de la santé et des sports.

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre de la santé et des sports*. La question de la santé à Wallis et Futuna retient toute mon attention. (" Ah ! " sur les bancs du groupe SRC.) L'organisation du système de santé de cet archipel, qui compte 15 000 habitants, diffère de celle de la métropole, car le directeur de l'agence régionale de santé est aussi directeur des établissements de santé. En effet, il n'y a pas de médecins généralistes à Wallis-et-Futuna, mais 17 médecins et un hôpital de 60 lits à Wallis, un autre de 21 lits à Futuna et deux dispensaires. Plusieurs difficultés ont récemment surgi. Un mouvement social est né, et un préavis de grève a été lancé le 2 mars. J'ai immédiatement envoyé un médiateur afin de régler ces questions. *(Murmures sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

Plusieurs députés socialistes. M. Jégo ?

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre de la santé*. Un accord a été trouvé le 8 mars ; il a reçu l'approbation de l'ensemble des responsables locaux. Le préfet de l'archipel, M. Paolantoni, et le directeur de l'agence de santé ont rencontré le roi de Wallis et celui de Futuna, qui ont bien voulu parapher cet accord. Soyez donc assuré, monsieur le député, que les questions de santé dans cette région ultramarine ont toute notre attention, et que nous recherchons activement des solutions !

Mme la présidente. Mes chers collègues, je vous demande de montrer la même attention pour les deux dernières questions que celle que vous avez eue durant toute cette séance.

Données clés

Auteur : [M. Apeleto Albert Likuvalu](#)

Circonscription : Wallis-et-Futuna (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1070

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Santé et sports

Ministère attributaire : Santé et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 11 mars 2009